REGLEMENT DES SUJETIONS PARTICULIERES

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47

Vu L'article 2 du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale

Vue la circulaire en date du 28 mars 2017, du Ministre de la Fonction publique relative au plan d'action pluriannuel pour une meilleure prise en compte de la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique.

Vu le protocole signé par l'autorité territoriale et les organisations syndicales siégeant au Comité technique en application de l'ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2016 modifié portant création de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2019 relatif à la composition du Conseil communautaire de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu les statuts de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Vu le comité technique du XX XX 2021,

Considérant les obligations de préservation de la santé et de la sécurité des agents, prévues notamment par l'article 23 de la loi du 13 juillet 1983 et quatrième partie du Code du travail,

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant d'adopter le règlement des sujétions particulières,

Vu l'avis du bureau communautaire du XX XX 2021,

Vu la note explicative de synthèse, jointe à la convocation et valant exposé des motifs,

Vu l'annexe jointe.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'adopter le règlement des sujétions particulières des agents de la CUGR

REGLEMENT DES SUJETIONS PARTICULIERES

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Dans le cadre de l'article 47 de la loi dite de transformation de la fonction publique du 6 aout 2019, les administrations territoriales rémoises ont organisé une série de réunions techniques sur le temps de travail entre la DRH et les organisations syndicales.

Ces réunions techniques ont été suivies de rencontres avec l'autorité territoriale et les représentants des personnels, dont une grande part s'est mobilisée socialement en s'emparant du sujet du temps de travail, notamment sous l'angle de la pénibilité.

Après un dialogue social intense et de qualité, la reconnaissance de la pénibilité du travail par le dispositif des sujétions particulières (Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001) a fait l'objet d'un consensus.

Celui-ci a donné lieu à un protocole relevant de l'ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique qui autorise les autorités administratives et territoriales et les organisations syndicales représentatives de fonctionnaires à conclure et signer des accords.

Ce protocole se matérialise par un règlement des sujétions particulières au sein des administrations territoriales. Sont concernées uniquement les sujétions liées à la pénibilité du travail et non celles liées aux cycles de travail.

La reconnaissance de sujétions particulières liées à la pénibilité du travail se traduit par l'octroi de jours de RTT à poser comme de jours de congés.

La date d'effectivité du présent règlement est le 1^{er} janvier 2022.